

Visite d'un Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies au Burundi

PANA, 13 novembre 2014 Bujumbura, Burundi - L'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinit, s'est entretenu des questions de sécurité régionale, mercredi, au siège central de Bujumbura, avec le Secrétaire exécutif de la Conférence internationale pour la paix dans la région des Grands Lacs (CIRGL), Ntumba Luaba, a-t-on appris jeudi, de source diplomatique dans la capitale burundaise. La CIRGL comprend onze Etats membres que sont l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, la République du Congo, la République démocratique du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie. À travers ses programmes principaux, la sauvegarde de la paix et la sécurité, la consolidation de la démocratie et la bonne gouvernance, le développement économique, l'intégration régionale, ainsi que les questions humanitaires et sociales, le diplomate algérien et ancien commissaire de l'Union africaine (UA) pour la Paix et la Sécurité a souligné la "forte détermination" et "l'engagement" de son bureau pour appuyer les initiatives de la CIRGL, peut-on lire dans un communiqué de presse transmis, jeudi, à la PANA, par le Secrétariat exécutif de la Conférence internationale pour la paix dans la région des Grands Lacs. Le Secrétaire exécutif de la CIRGL, pour sa part, a exprimé le souhait de voir la coopération harmonisée entre les deux organisations afin qu'elles puissent travailler en synergie pour le bien de la région. Les deux bureaux ont convenu d'avoir une liste d'initiatives du Secrétariat de la Conférence que le bureau de l'Envoyé spécial pourra appuyer, conclut le communiqué. On rappelle que la CIRGL a été mise en place suite aux nombreux conflits politiques qui ont marqué et continuent à marquer la région des Grands Lacs. L'un de ces conflits marquant reste le génocide rwandais de 1994 qui fit plus de 800.000 victimes et provoqua l'instabilité politique en République démocratique du Congo voisin. Aujourd'hui encore, l'axe principal de la crise socio-politique la plus préoccupante dans les Grands Lacs reste la République démocratique du Congo. L'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies a eu pour principale mission de mobiliser l'ensemble des pays de la région et des partenaires internationaux en faveur d'un règlement durable de la crise par la mise en application intégrale de l'accord d'Addis Abeba, en Ethiopie, de février 2013 qui lie les différents protagonistes du conflit en RDC.